

Table des matières

ÉDITORIAL	3
DOSSIER : 1914, un centenaire peut en cacher un autre	
Cent ans d'obligation scolaire.....	4
Un centenaire ignoré : celui de l'instruction obligatoire	9
REGARDS SUR L'EUROPE 8	
Laurence van Ypersele, Europe d'hier et d'aujourd'hui	10
VOYAGES & EXCURSIONS	
Cogévasion	14
Samedi rural	15
Les Brèves - La semaine de la mobilité.....	15
ON A LU, VISITÉ & SÉLECTIONNÉ POUR VOUS	
Livres :	
• Petite Poucette - M. Serres	16
• Comme un chant d'espérance - J. d'Ormesson.....	17
• Dans la lumière - B. Kingsolver	
Expositions :	
• J'avais 20 ans en 14	18
• C'est notre histoire	18
• 14-18 Bruxelles à l'heure allemande.....	19
• Le naufrage du Titanic	20

Ce numéro a été réalisé avec l'aimable collaboration de :

- *Rédaction : Th. Jamin, B. Guillaume, F. Loriaux, M. Rebeschini, M-C. Sour et L. van Ypersele*
- *Dessins originaux : S. Duhayon-Serdu*
- *Secrétariat : M. Rebeschini*
- *Gestion administrative : Y. Tinel*

COMMUNIQUEZ-NOUS

Votre adresse e-mail

yves.tinel@aede-el.be

Vous serez plus vite informés
sur nos activités, sur nos voyages, sur notre B.I., ...

Ce B.I. est disponible sur notre site :

<http://www.aede-el.be/BI/BI.htm>



Si vous souhaitez ne plus recevoir la version papier de notre B.I, prévenez-nous en nous envoyant un e-mail à l'adresse suivante : yves.tinel@aede-el.be.

Vous recevrez un message vous informant de sa parution.

Si vous appréciez nos initiatives, soutenez-nous en remplissant le virement ci-joint.

Éditorial

Ils ont voté et, même si le NON l'a emporté, le pays s'est moralement divisé.

Dès l'annonce des résultats, David Cameron a appelé à reconstruire l'unité mise à mal durant la campagne en garantissant l'accomplissement des promesses faites pour emporter l'adhésion des hésitants.

Ces dernières semaines, les médias de toute l'Europe se sont penchés sur cette situation inédite où un peuple d'une nation, englobée dans un Etat, avait l'occasion de choisir son destin. Nation dans un Etat... Vrai ou faux ?

Les journalistes ont interrogé des historiens pour en savoir plus sur le passé de l'Ecosse. Est-ce vraiment une nation ou le mot nationalisme est-il le fourre-tout qui désigne ceux qui ne se sentent pas à leur aise dans l'ensemble politique qui les abrite ? Et si c'est une nation, peut-elle devenir un Etat ? D'ailleurs, ne l'était-elle pas avant ? Des accords passés il y a trois siècles dans un contexte précis verrouillent-ils l'avenir des générations à qui on n'a jamais demandé leur avis ?

Si l'incertitude a ébranlé la Bourse et secoué la Livre, on voit que l'onde de choc s'est aussi propagée dans de nombreux coins de notre U.E.

Et les journalistes qui se penchaient sur l'Ecosse ont ainsi titillé politiques et politologues pour savoir si Catalogne, Corse, Flandre ... c'était le même combat.

Un ancien de la politique, José Happart, évoque depuis longtemps l'Europe des Régions comme le seul fondement d'une union réussie. On constate en effet que si les nationalistes de la NVA aspirent à se dégager de la Belgique, ils soutiennent par contre l'idée d'une vraie Europe, comme semble-t-il d'autres partis nationalistes, tels nos joueurs de cornemuse en kilt.

Dès lors, avec la montée des Eurosceptiques en Grande-Bretagne, le référendum pouvait se formuler ainsi : rester dans le Royaume-Uni et risquer de quitter l'Europe dans les prochaines années ou quitter le Royaume-Uni et adhérer à l'Europe !

Nos frontières actuelles sont souvent nées de guerres - le centenaire que nous commémorons le rappelle chaque jour - ou de pratiques anti-démocratiques: héritages, mariages, traités entre souverains absolus, parfois sombres tractations d'où le peuple était totalement exclu.

On voit bien que, même pour un Européen convaincu, se positionner devant des aspirations légitimes à vivre dans une entité où l'on se sent chez soi, est compliqué.

Il est certain que ce référendum va laisser des traces, et pas seulement au-delà de la Manche. Le NON donne un peu de répit pour panser le présent et repenser l'avenir commun. Il doit aussi nous inviter à nous demander si la médiocrité actuelle de la dynamique européenne n'est pas en partie due au fait que bien d'autres ne s'y sentent pas à l'aise, surtout dans ces temps de ce que l'on nomme "de crispations identitaires". Car, comme le disait le philosophe Jacques Sojcher, "il faut être de quelque part pour apprécier le monde". L'école a un rôle essentiel à jouer pour permettre aux jeunes de se construire dans leur identité "locale", pour pouvoir à leur tour œuvrer à la construction de l'identité européenne.

✍ Th. Jamin,
éditrice responsable



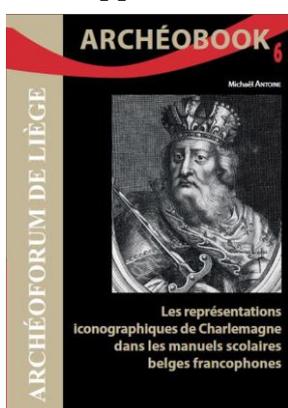
1914, un centenaire peut en cacher un autre

Cent ans d'obligation scolaire

Dans la vague commémorative qui s'est emparée de notre pays en cette année 2014 pour évoquer tout ce qui tourne autour du déclenchement de la Grande Guerre, un autre anniversaire est un peu passé inaperçu, il s'agit du centenaire de la loi instaurant l'enseignement obligatoire en Belgique de 6 à 14 ans.

Certes, avec l'irruption des armées allemandes et les énormes bouleversements qu'elles occasionnèrent dans la gestion du pays, la loi ne commença à être appliquée qu'en 1917 mais elle fut bien promulguée le 19 mai 1914, un mois avant les assassinats de Sarajevo ...

Est-ce à dire que jusque-là, les habitants de nos territoires étaient plongés dans un analphabétisme généralisé et que jamais le gouvernement ne s'était préoccupé du développement de leurs compétences d'écriture et de lecture ?



Pour la première question, c'est évidemment non.

Même si Charlemagne n'a pas "inventé" l'école, - celle-ci est aussi ancienne que l'écriture - il a bien essayé de redynamiser les écoles monastiques et épiscopales, destinées à lui fournir des fonctionnaires pour gérer son Empire et à donner au service divin des serviteurs dignes de leur tâche. Ces écoles, autrefois réservées à ceux qui voulaient se faire clercs ou moines, furent donc ouvertes aux jeunes laïcs, sans devoir payer une contribution. Il créa également des temps d'enseignement pour les enfants de son entourage, famille et familiers, se constituant ainsi un personnel tant laïc qu'ecclésiastique mieux formé.¹

Au XII^e, l'école connaît une véritable renaissance, qu'on peut associer au développement du commerce et à l'essor urbain ; elle s'épanouit surtout autour des cathédrales dont c'est aussi la grande époque. Si des laïcs instruits ou des clercs qui n'avaient pas été au bout de leur vocation ouvrirent des écoles privées et donc payantes, l'Eglise veillait au grain et, de toutes les manières, chercha à conserver son monopole.

Certes, tout au long du moyen âge et des temps qui suivirent jusqu'à la Révolution française, les familles aisées ont toujours eu des précepteurs pour donner les bases minimales à leurs enfants, surtout les

garçons. Mais à chaque époque, le clergé créa des écoles qui avaient certes pour but d'instruire mais surtout d'éduquer aux principes religieux, parfois avec beaucoup de "fermeté". Quand Louis XIV et Mme de Maintenon fondent à Saint-Cyr la maison d'éducation pour jeunes filles sans fortune, ils souhaitent surtout former "*d'excellentes vierges pour le cloître et de pieuses mères de famille pour le monde*".



¹ A propos de ce que chacun croit savoir de Charlemagne, rappelons l'intéressante exposition à l'Archéoforum de Liège (cfr BI de juin 2014) "*Charlemagne à l'école*", encore visible jusqu'au 25/10.

Entre le XVIIe et le XVIIIe, le pourcentage d'illettrés est divisé par deux mais le critère - savoir signer de son nom - est, on en conviendra, mince ! L'illettrisme, comme aujourd'hui, est en fait inégalement réparti. Ainsi, tant dans les familles juives que protestantes, la lecture des Livres Saints est une obligation pour tous les croyants et elle suppose donc un minimum de capacités. Par contre, l'Eglise Romaine est plus méfiante envers cet accès ouvert à toutes les âmes, pas toujours en possession du discernement nécessaire. Toutefois, si on veut que le bon catholique sache réagir avec vigueur et efficacité aux Réformés, il doit lui aussi connaître ses Textes sacrés. Ainsi l'Ecole reste d'abord un instrument d'instruction religieuse.

Ce modelage des âmes par le cerveau nous amène à notre deuxième question : jusqu'en 1914, l'Etat s'est-il désintéressé de l'enseignement ?

En fait, non. Le despotisme éclairé amène les monarques qui le pratiquent à s'intéresser aux écoles et dans ses Pays-Bas Autrichiens, l'impératrice Marie-Thérèse crée 15 Collèges impériaux *thérésiens* dont certains persisteront jusqu'à aujourd'hui, comme celui de Herve, fondé en 1777.

Ainsi à la veille de la Révolution, il y a de "petites écoles" quasi dans tous les villages où le curé ou son vicaire enseigne le plus souvent gratuitement les rudiments, lecture - moins souvent écriture - calculs et un peu de latin pour suivre la messe. Si on ne dispose pas de maître capable, la commune en engage un. Pour le secondaire, si Rome a supprimé l'ordre des Jésuites et outre les collèges thérésiens, de très nombreuses congrégations masculines et féminines gèrent des établissements, tant pour les classes aisées que pour les pauvres, financées la plupart par les revenus des communautés avec une modeste contribution des parents.

Le temps de la domination française dans nos régions marque un recul important. Le sort fait aux congrégations religieuses, la désorganisation des structures anciennes et l'impossibilité d'en mettre en place de nouvelles dans un contexte houleux de guerre civile et de luttes de pouvoir, amènent à la quasi disparition des écoles de l'Ancien Régime et à des créations - écoles primaires dans chaque canton, écoles centrales dans les chefs-lieux de département, souvent boycottées par l'élite locale et le peuple qui ne digèrent pas la confiscation des biens du clergé. Précisons que les révolutionnaires, pourtant "progressistes" ne destinent ce système qu'aux garçons contrairement à ce qui se passait avant.

Napoléon, à son arrivée au pouvoir, lance une enquête qui dévoile une situation consternante "Les enfants des citoyens peu aisés, ceux des habitants des campagnes, restent sans aucune ou presque aucune source d'instruction. Deux générations de l'enfance sont à peu près menacées de ne savoir ni lire, ni écrire, ni les premiers éléments du calcul"

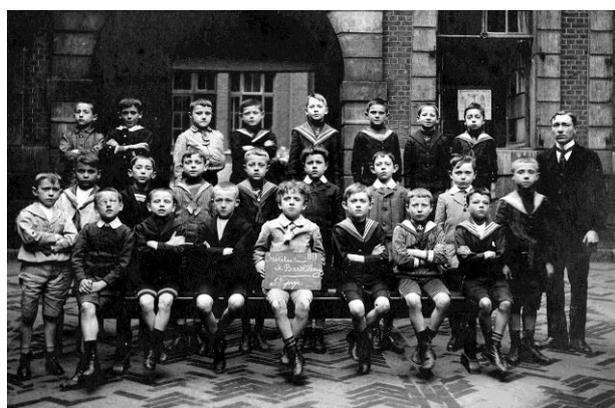
Un décret de 1802 puis de 1804 réorganise donc l'enseignement, d'abord dans un esprit libéral permettant la cohabitation de structures publiques et privées puis dans un monopole absolu de l'Etat qui s'attribue le seul droit à la formation de tous les maîtres dans une Université Impériale. Nos territoires sont divisés en deux "Académies" à Liège et Bruxelles, dont le rôle essentiel est l'organisation mais aussi la surveillance car il ne s'agit pas de donner d'autres cours que la lecture, l'écriture et l'arithmétique. Pas question de voir émerger des petits opposants au régime.

Guillaume Ier, devenu notre souverain après le traité de Vienne, impose l'obligation aux communes de disposer d'une école primaire et aux maîtres d'acquérir un diplôme de capacités dans une école officielle ou privée.

Toutefois l'intrusion grandissante de l'Etat dans ce domaine fait réagir nos constituants de 1831 qui proclament la liberté d'enseignement : n'importe qui peut ouvrir une école. Bien évidemment cette liberté est coûteuse et si on veut élargir le public qui en jouit, il faut des moyens pour rendre l'école accessible au plus grand nombre. C'est donc aussi bien sur le plan idéologique - *quelle place pour Dieu et la religion à l'école ?* que matériel - *qui paie quoi ?* - que s'opposeront laïcs et catholiques.

Tout notre XIXes sera ainsi parcouru par ce qu'on a appelé *la guerre scolaire* où l'enseignement primaire sera le premier terrain d'affrontement, puis le secondaire. Cette guerre n'empêche pas de réels progrès dans l'alphabétisation avec la multiplication des écoles proches des gens, souvent gratuites. Même les filles ne sont pas oubliées, avec quelques figures d'exception comme Léonie de Waha à Liège et Isabelle Gatti de Gamond à Bruxelles, qui vont ouvrir des établissements permettant aux jeunes filles de faire une école moyenne. Pour l'Université, les gréco-latines restaient indispensables. Dès 1908, à Liège le Lycée Saint Jacques créa sa filière ancienne qui remplaça, pour les filles, l'école moyenne puis le Jury Central comme chemin vers l'Université. Ce parcours d'Humanités ne leur fut ouvert dans l'enseignement public que dans les années 30.

Mais le XIXes, c'est surtout le temps de *la Question Sociale* et comment envoyer les enfants à l'école quand leur salaire, aussi minime soit-il, contribue à faire vivre la famille. Le prolétariat justifie ainsi pleinement son nom, qui traduit que sa seule richesse réside dans sa progéniture.



Lorsqu'en 3e primaire, mon père pose bien assis pour la photo de classe de 1913, d'autres à peines plus âgé sont saisis, sales et épuisés, figés dans leurs habits de travail.

Or, les deux éléments sont intimement liés.

Le libéralisme économique, qui prévaut chez tous ceux qui comptent, qu'ils croient en Dieu ou pas, exige la liberté totale du travail pour trouver son parfait équilibre. L'Etat ne peut donc en aucune façon légiférer dans ce domaine : pas de salaire minimal, pas de congé imposé, pas de durée des journées et pas d'âge minimum. L'enjeu de l'école obligatoire est donc aussi celui de retirer les enfants de la mine, des champs ou de l'usine, sans toucher à la liberté du travail. Mais on toucherait quand même à la liberté, aussi sacro-sainte, du père de famille qui seul décide de l'éducation à donner à ses enfants. Belle excuse pour, toujours, ne pas légiférer ! Il faut enfin y ajouter les craintes réciproques : pour les bourgeois catholiques, qu'on oblige leurs enfants à suivre un enseignement de mécréants et pour les bourgeois laïques, qu'il ne soit plus possible de s'opposer au suffrage universel et donc au socialisme, si l'instruction est ouverte à tous.

L'enquête de 1843 montre que la moyenne des enfants entre 6 et 14 ans ne fréquentant pas l'école est de 33% avec une pointe à 44% en Flandre Orientale et le meilleur score dans le Luxembourg avec 11%. La même année, les conscrits - on rappelle que le service se fait par tirage au sort, tirage souvent racheté dans les familles aisées - qui ne savent ni lire ni écrire représentent 50,85%. La résistance est forte : école organisée dans les usines par le patron, écoles du dimanche, écoles du soir, "écoles" d'apprentissage. Former un peu, oui, mais sans nuire au rendement, les stratégies dilatoires sont nombreuses et les résultats catastrophiques en témoignent : à Bruxelles en 1896, 13% des 6-14 ans ne fréquentent aucune école et 70% des petits écoliers quittent leurs bancs avant la fin des primaires. Evidemment quelques mois après, ils ont perdu toutes ces compétences difficilement acquises.

L'obligation scolaire, votée en 1914, avait sûrement un fondement humaniste avec l'instruction des classes laborieuses y compris les filles. Elle permettait aussi d'éloigner les enfants des milieux moralement dangereux des adultes jusqu'à 14 ans mais elle marquera aussi le signal de la fin de la guerre scolaire pour ce qui concerne les Primaires, en garantissant notamment le paiement de tous les instituteurs par l'Etat, dans les écoles avec ou sans Dieu. Elle sera complétée par la loi du 26 mai 1914 interdisant le travail aux moins de 14 ans.

Cette "Ecole pour tous" réjouit-elle tout le monde ? Pas vraiment. Cette libération et ce progrès furent imposés et les gamins absents n'étaient pas tous dans les arbres à cueillir des pommes qui ne leur appartenaient pas ! Bien plus souvent, ils avaient rejoints leurs grands frères et leurs pères à l'usine ou dans des ateliers. Les parents souvent illettrés eux-mêmes ne voient pas l'intérêt et considèrent que leurs enfants sont dans une sorte de garderie en attendant de se rendre vraiment utiles. Il existait bien sûr des vérificateurs mais un certain nombre de directeurs connaissant la détresse matérielle de leurs ouailles acceptaient de falsifier le document officiel, pour permettre à une nouvelle paire de bras de participer à la survie familiale. Bien souvent les chefs d'entreprises étaient complices voire instigateurs de ces contournements de la loi.

Nos grandes vacances, qui ont longtemps dépassé les deux mois et demi, n'avaient pas d'autres raisons que de répondre aussi aux énormes besoins du milieu agricole où les enfants dès leur plus jeune âge étaient mis à contribution. Les absences, à chaque bout de ces congés ou lorsque la météo avait perturbé les cycles normaux, témoignaient bien de l'impossibilité de priver les fermiers de leur progéniture lors des grands travaux d'été.

Deux lois de 1921 furent nécessaires pour augmenter l'efficacité de cette obligation en renforçant les contrôles et en limitant les dérogations qui permettaient jusque-là à un enfant de 13 ans ayant terminé ses primaires ou à des saisonniers d'aller travailler.

Cette obligation arrachée à des familles réticentes est très bien racontée dans le célèbre écrit d'Emilie Carles, *une soupe aux herbes sauvages*.

COMMUNE de St-Jacques

Déclaration de Fin d'Obligation Scolaire

Je soussigné :

chef de l'école primaire } commune de St-Jacques
 directeur } école n° 1 établie à St-Jacques

certifie que l'élève

(1) Gustave Auguste

né à St-Jacques le 10 - 2 - 1927

est actuellement domicilié à St-Jacques

et a consacré

huit années aux études et a satisfait aux obligations prévues aux articles 1 et 3 de la loi organique de l'enseignement primaire.

Déclaré le 6 août 1927.

(SIGNATURE)
Bellet

Fu pour légalisation de la signature de M. Louis Bellet
 apposé ci-dessus.
 Le 6 août 1927

Même si l'école était donc, en principe, le lot de tous jusque 14 ans, des filles aussi, rappelons-le, les parcours étaient très variés selon qu'on devait déjà s'estimer très heureux de pouvoir rester assis sur son banc jusqu'au certificat ou que des projets parentaux ambitieux pesaient sur votre tête.

Depuis la fin du XIXes, de nouveaux métiers sont apparus: employé(e) des Postes, des Chemins de Fer, de l'Administration, demoiselles de magasins, ouvriers spécialisés, institutrices et instituteurs, secrétaires, ... Peu à peu se constitue une classe moyenne qui a réussi son cheminement scolaire, a parfois parachevé son instruction avec des cours de langue, de comptabilité ou

de sténo et qui rêve pour ses enfants d'un Collège ou d'un Lycée qui ouvrira la voie vers les métiers prestigieux de médecin, ingénieur ou avocat. Maître d'école ou curé sont aussi prompts à repérer le petit campagnard ou le jeune habitant du coron, doué et travailleur qu'ils empoigneront par le fond de la culotte pour lui faire attraper l'ascenseur social. Le plus dur sera, souvent, de convaincre les parents de se priver d'un revenu direct au profit d'un éventuel avenir radieux. Une collection aussi populaire que Le Livre de Poche comprend beaucoup de romans auto-biographiques qui racontent ces entrevues entre un notable du village et les parents. Il s'agit de les amener à accepter la bourse d'études et l'envoi dans un lointain internat de leur garçon ou de leur gamine, qui sait pourtant déjà bien lire, écrire et calculer...

Ci-contre, un rang de 1ère primaire en 1955 dans une école catholique.

Mais pour la plupart des "petits", c'est, après l'enseignement obligatoire, l'entrée en apprentissage ou directement dans la vie professionnelle. Ainsi si l'on compare une rhétorique de 1968 et une 6e année de notre XXI^{es}, un quart de cette dernière correspond à la situation de 1968, ce qui signifie que les 3/4 restants auraient déjà tous été dans la vie active ou, en tout cas, auraient quitté les bancs de l'école.



Ceci dura jusqu'en 1983 où fut votée une loi prolongeant l'enseignement obligatoire jusque 18 ans. Il y eut certes des motivations très économiques, voire stratégiques car les deux crises pétrolières étaient passées par là et le chiffre des demandeurs d'emploi a explosé. Transférer ces jeunes d'une colonne (ou d'un budget) à l'autre avec la bonne conscience de contribuer à hausser leur niveau de compétences était politiquement intelligent. Mais ce serait injuste de limiter les attendus à cet aspect utilitariste. On devine alors la révolution technologique qui nous arrive, les exigences du monde du travail sont fortes aussi bien que les enjeux sociétaux. Les compétences citoyennes d'esprit critique et d'analyse d'informations sont devenues essentielles, y compris pour les métiers manuels. Dans certains milieux, on se dit aussi que, pour les filles, c'est le seul moyen de s'émanciper de la tutelle religieuse et familiale, d'éviter les mariages précoces et l'enfermement dans la sphère domestique. Toutefois, il reste des possibilités d'échapper à l'enseignement de plein exercice après 15 ans, avec l'ouverture des Centres de Formations en alternance (CEFA) ou les cours dispensés par les classes moyennes pour les apprentis.

Aujourd'hui l'obligation scolaire semble être mise à mal par deux bouts : le manque de place pour accueillir le boom démographique dans certaines régions et la montée de l'absentéisme - que la suppression d'allocations familiales tenterait de contrer - amènent certains à repenser l'organisation de l'Ecole ... Vaste question qu'effleure l'article suivant, paru dans La Libre.

✍ Thérèse Jamin

Sources de l'article et bibliographie

L'excellent ouvrage, très documenté, de notre collègue AEDE, Florence Loriaux, *Enfants-machines*, éditions du CARHOP-EVO, 2000

René Wilkin, *Du "maître" à "l'Institut"*, deux siècles d'enseignement en Belgique, éditions de la FIC, 1993.

Centenaire des Congrès sociaux de Liège I. Hier le travail des enfants, un rouage du cycle de production, 1990

Mille ans d'école, de Charlemagne à Claude Allègre, les Collections de l'Histoire, H.S. n° 6, octobre 1999

Xavier Mabille, *Histoire politique de la Belgique, Facteurs et acteurs de changement*, CRISP, 4e édition, 2000

Bruno Boulangé et Roger Cavenaile, *La Belgique des origines à l'Etat Fédéral*, éditions Erasme, 1991

Un centenaire ignoré : celui de l'instruction obligatoire

OPINIONS, Lalibre.be, 31 août 2014

La Grande Guerre, cent ans de radio, cent années de scoutisme, septante ans du débarquement en Normandie, cinquante ans d'immigration marocaine et turque, tous ces événements et bien d'autres furent ou sont à la Une de notre quotidien récent.

Par contre, silence radio concernant le vote de l'instruction obligatoire du 19 mai 1914. Il y a peu, je fus surprise d'entendre une historienne du féminisme souligner la formidable avancée pour l'émancipation des femmes que représenta la Loi Poulet. Une question m'a alors poursuivie. Comment une telle avancée sociale, que je savoure quotidiennement, a-t-elle été gommée de cette liste d'anniversaires officiels et médiatisés ?

Pourtant, en mai dernier, nombreux étaient les débats électoraux s'interrogeant sur "quelle école sera celle du XXI^e siècle". Tous les partis avaient fait de l'enseignement un des thèmes majeurs de la campagne électorale. Les promesses furent nombreuses : repas gratuits pour tous, suppression ou améliorations du décret Inscrition, pacte pour l'école, énième réforme du technique et du professionnel, soutien des directions d'école, écoles bilingues à Bruxelles... Zappé le "devoir de mémoire" pour ce vote historique : obligation et gratuité de l'instruction de six à quatorze ans pour tous les enfants, filles et garçons ! Comment expliquer cette amnésie collective alors que ce centenaire marque la première conquête politique belge de démocratisation scolaire ? Une conquête des progressistes de gauche combinée avec celle de l'interdiction du travail des enfants. Pas vraiment un droit banal ! Il figure depuis dans la Charte des droits de l'Homme et est défendu au quotidien par l'équipe du délégué aux droits de l'enfant de la Fédération Wallonie- Bruxelles.

Garantir ce droit en cette période de boom démographique sera un des challenges à relever sans faillir à chaque rentrée scolaire pendant de nombreuses années. Des "sans écoles" clament, année après année, leur détresse et réclament la possibilité d'exercer leur droit constitutionnel. La lecture de la déclaration gouvernementale 2014/2019 "Fédérer pour réussir" ambitionne d'élaborer un pacte pour un enseignement d'excellence sur dix ans avec la participation de tous les acteurs de l'École. Il m'est difficile d'imaginer comment forger un tel consensus sans appui sur nos fondations. Les défis à relever par l'École et les écoles en 2014 sont aussi ambitieux que ceux relevés en 1914. Les pratiques innovantes d'Ovide Decroly, d'Andréa Jadoulle, de Freinet ou celles plus anciennes des Ursulines, Bénédictins, Jésuites, etc. ont permis de concrétiser, en deux à trois décennies, le défi du droit à l'instruction obligatoire. Elles seront encore pierres angulaires à tailler version 2.0 pour les écoles cosmopolites du XXI^e siècle. Il nous faudra conjuguer transmission et apprentissage, comme l'écrit le philosophe Marcel Gauchet ⁽¹⁾.

Gommer notre histoire scolaire collective, la fronde contre Guillaume d'Orange voulant prendre le contrôle des écoles, la loi non commémorée de l'instruction obligatoire, le Pacte scolaire, le rénové, le décret Missions ou les histoires singulières de chaque établissement : Gatti de Gamond, Ecole Ouverte, Providence, Cardinal Mercier, Paul Delvaux ou Don Bosco est un choix politique dangereux. Former les citoyens de demain nécessite de faire école dans une école inscrite dans son histoire, dans l'Histoire. Un ajout dans la déclaration gouvernementale est encore possible, car Grande Guerre oblige, la loi fut appliquée en 1919. Une seconde occasion à saisir pour fêter cet anniversaire et le nouveau Pacte d'excellence qui assurera, entre transmission et avenir, des formations diversifiées pour tous les enfants de la Fédération.

*✍ Anne François,
conseillère psychopédagogique en écoles à encadrement différencié*

(1) "Transmettre et Apprendre", Stock, février 2014

REGARDS SUR L'EUROPE N° 8

Laurence van Ypersele, Europe d'hier et d'aujourd'hui

C'est assises à la table de la salle à manger, dans une belle maison d'un coin tranquille de Bruxelles que nous entamons la conversation. Notre témoin est historienne, chercheuse spécialisée en histoire contemporaine, professeur à l'UCL où elle enseigne depuis le 1er bac jusqu'à l'école doctorale, des cours généraux comme les fondements historiques de la civilisation occidentale ou les bases de la critique historique mais aussi des approches plus pointues comme l'analyse critique portant sur l'histoire et l'image et des cours de séminaire.

Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages sur la première guerre mondiale, la mémoire collective, les identités nationales, les héros, les martyrs et l'imagerie politique. Si on ajoute que sa thèse, défendue en 1994, portait sur le mythe du Roi Albert, on comprend qu'elle était incontestablement une des personnes les mieux équipées pour relever le défi des commémorations du centenaire de 14-18.



NB. Pour ce qui suit, bien que l'article se présente comme des questions/réponses, il ne s'agit pas de la retranscription de notre entretien - on n'y trouvera pas de guillemets - mais bien d'une synthèse d'échanges dont j'espère ne pas avoir déformé l'esprit.

Quels étaient vos objectifs en acceptant de coordonner ces activités ?

Je pense qu'à certains moments, il est nécessaire de marquer des temps d'arrêt et de donner aux citoyens l'occasion de réfléchir sur notre passé. Spécialement sur ce que j'appelle les trois impensables, qui fondent notre histoire contemporaine :

- la Révolution Française qui marque la volonté de faire émerger une société basée sur la liberté, l'égalité et la fraternité, quelque chose d'inédit et d'inimaginable jusque-là;
- la guerre de 14-18 qui voit des masses de jeunes envoyés à la mort, dans une situation inextricable puisque, durant de nombreux mois, les moyens de défense sont plus puissants que ceux de l'attaque. Cette guerre immobile est la cause d'un véritable massacre, signe d'une énorme déraison.
- et la Shoah, qui représente le drame inédit d'une destruction préméditée et systématique, organisée de manière industrielle.

Par ailleurs, il fallait faire le lien entre notre désenchantement actuel et la vision du XIXes qui, par la science et la technique, se voyait en marche vers un progrès infini

Enfin, en Belgique où se sont déroulés des événements importants, si les souvenirs et la mémoire étaient encore présents, il convenait de les historiser.

Comment avez-vous procédé pour constituer votre programme ?

Nous avons clairement fait des choix politiques pour la Belgique d'aujourd'hui, avec deux balises - la vérité historique et l'honnêteté intellectuelle - pour mettre en évidence des valeurs

comme le respect des droits humains et internationaux, la liberté et la résistance face à l'oppression, la solidarité en temps de pénurie. Des valeurs qui nous fondent mais aussi qui peuvent nous parler lorsque l'actualité nous interpelle. Ainsi en 14-18, la Belgique est le terrain où se met en place la première aide humanitaire venant au secours des habitants qui manquent de tout et l'accent est mis sur les 0-3 ans. On peut alors s'interroger, par exemple, sur ce qui se passe aujourd'hui en Grèce avec l'absence de solidarité internationale envers la population.

Nous n'avons pas mis en avant la valeur de Paix, contrairement à la Flandre. Pourquoi, alors que dans tous les discours politiques et dans les médias, on évoque cette aspiration des peuples ? En fait, s'il y avait aspiration à la fin du conflit, elle ne pouvait advenir qu'en position de vainqueur et quand les valeurs, énumérées ci-dessus, auraient été garanties. C'est ce qu'on pourrait appeler une paix souhaitable et non une paix à n'importe quel prix.

Un des dangers de ces retours sur un passé très sombre est de vouloir utiliser ces drames pour nous rassurer sur notre présent, alors qu'au contraire ils devraient nous inquiéter ou, au moins, nous tenir en alerte pour repérer les risques qui nous guettent.

Cette réflexion peut être porteuse auprès de jeunes : une paix souhaitable signifie quoi et aujourd'hui que supportons-nous au nom d'une paix qui ne respecte pourtant pas nos valeurs ? Evidemment il n'y a pas de blanc ou noir, les nuances et donc les choix sont difficiles.

On voit ce dilemme jusque dans les lettres des combattants de la clandestinité, belges et français, qui vont être fusillés². Ce sont souvent des pères de famille, qui s'adressent à leurs enfants en leur parlant de patrie, de gloire, d'honneur mais qui, en même temps, se sentent coupables d'avoir abandonné les leurs.

Les grands conflits du 20es ont opposé des Européens entre eux - les Français et les Allemands et, par contre, en ont rapproché d'autres - les Anglais et les Français - qui étaient des ennemis de toujours. Est-ce que connaître ces pans d'histoire aide à comprendre les alliances et tensions dans l'Europe actuelle ?

Outre l'histoire, des personnalités ont joué un rôle évidemment mais cela permet, par exemple, de réaliser tout le chemin qu'ont eu à parcourir la France et l'Allemagne pour arriver à travailler étroitement ensemble. De voir aussi que l'alliance France-Angleterre est un véritable accident de l'histoire. Ainsi la Grande-Bretagne ne s'est lancée dans les commémorations que quand elle a vu tout ce que la France comptait mettre en place, son orgueil a été piqué au vif ! Mais malgré l'entente pendant les deux guerres, la *perfide Albion* reste dans les mémoires !

C'est la même chose pour l'attitude des pays de l'Est, tant dans le rejet de la Russie que dans la volonté de s'insérer dans l'Union Européenne.

Pourquoi l'Allemagne a-t-elle un comportement totalement différent de la Russie, en ce qui concerne la gestion de son passé ? Dans les actes de Poutine et le soutien de son peuple, on sent beaucoup de nostalgie d'un passé glorieux, fût-il aussi cruel, despotique, fait de tortures et d'injustices.

L'Allemagne n'a pas adopté cette attitude volontairement. Après 45, elle y a été obligée par les vainqueurs surtout anglo-saxons. On procéda à une dénazification systématique. Ce fut d'ailleurs difficile à avaler pour la 1ère génération ; puis une véritable éducation à la lecture de leur passé a été mise en place et le ton des interventions de dirigeants politiques lors des commémorations montre qu'ils ont intégré cela dans leur identité.

Ils ne s'aplatissent pas avec des demandes de pardon dénués de sens, puisqu'il n'y a plus aucune victime contemporaine des faits à qui présenter des excuses, mais avec une grande dignité, ils reconnaissent que leur pays a commis des crimes contre l'Humanité, injustifiables et inqualifiables. Ils sont présents dans toutes les manifestations d'importance avec cette

² Laurence van Ypersele, Emmanuel Debruyne, " Je serai fusillé demain", éditions Racine, 2011

même dignité. La force symbolique de ces gestes contraste avec le peu de relais dans nos médias et encore plus avec l'absence d'échos dans la presse allemande.

La cause doit peut-être se trouver dans la concomitance de la découverte, pour beaucoup, de l'existence des massacres d'août 14 et de l'actualité des commémorations à relayer. Il n'y a pas de "digestion" de l'information, comme cela a pu se faire pour la Shoah.

Evidemment le travail est toujours à poursuivre et on peut imaginer que les jeunes Allemands en ont parfois ras-le-bol de cette conscientisation ! Elle a certes un rôle réparateur mais met les enseignants d'histoire dans une position difficile. L'Allemagne avait intégré que, sous ou à cause d'Hitler, une génération avait eu une attitude totalement condamnable mais avec les commémorations, ce sont les générations d'avant qui sont, à leur tour, impliquées dans des horreurs. Il ne faut pas verser dans une lecture ontologique qui ferait dire aux jeunes "voilà, nous les Allemands, on est comme ça "

Est-ce que les commémorations peuvent aider à la construction européenne ?

L'Europe est totalement absente de ce centenaire ! Pourtant ce qu'on appelle parfois "la guerre civile européenne", même si c'est un anachronisme, aurait pu constituer un beau sujet de projet collectif mais rien n'a été mis en place, même pas le côté pragmatique de constituer une récolte systématique des archives à l'échelon de l'UE. Il y a eu quelques propositions, en ordre dispersé, mais aucune initiative collective et aucune réalisation.



En fait la sensibilité aux événements est très variable d'un endroit à l'autre et certains pays sont mal à l'aise avec ce passé. La Croatie par exemple aurait pu jouer la carte de la mémoire mais elle ressent encore une certaine nostalgie pour l'Empire Austro-Hongrois.

Lors des manifestations en Belgique, nous invitons chaque fois des responsables politiques de nations belligérantes, mais en Allemagne, l'évènement du début de la guerre fut marqué en juin par un colloque d'historiens. Il faut dire que, si chez nous ou en France, les souvenirs de 14-18 relèvent de l'histoire familiale, avec les récits du poilu et des occupés transmis à travers les générations, en Allemagne l'impact de la 2de guerre mondiale a occulté la 1ère dont la mémoire, en outre, avait été confisquée par des groupes de vétérans, souvent à la base du mouvement nazi. Ainsi pour un Allemand, aller visiter un cimetière de soldats tombés au front, c'est donner de soi une

image dangereuse, comme un désir de remilitarisation, alors que chez nous, ce peut être simplement un pèlerinage familial.

Comment a-t-on "fait sens" dans notre pays autour de ces commémorations ?

De manière diamétralement opposée entre le nord et le sud du pays.

D'abord au nord, le pays est absent, la Belgique jamais mentionnée, c'est l'Etat Flamand qui est au centre de la carte mémorielle. Il s'agit d'abord d'une affirmation identitaire.

Alors qu'en Wallonie, un engouement étonnant est apparu et une véritable adhésion citoyenne est née pour des lieux et des faits qu'à part dans les villes et villages où ils s'étaient produits, la plupart ignoraient. En CFWB, c'est la Patrie, la Résistance héroïque, qui est remise en avant. Pourtant à l'époque, l'élan tant au nord qu'au sud fut le même, c'est la relecture à retardement qui est différente, surtout pour les politiques, parce que les historiens flamands font correctement leur travail.

Comment voyez-vous l'avenir de l'Europe ? Pessimiste ou optimiste ?

C'est difficile à dire. Je ne pense pas que l'Europe puisse éclater mais peut-être se détricoter peu à peu, si chacun reprend ses billes une à une. Mais l'histoire européenne est faite

d'avancées et de reculs - pensons notamment à l'époque de de Gaulle et à l'entrée de l'Angleterre. Il est évident qu'on a de grosses difficultés à penser "européen", à dépasser nos nationalismes. Mais même à l'échelle de la Wallonie, c'est la même chose ; Liège se réjouit-elle de Mons 2015 ? Et la rivalité entre Charleroi et Liège ! Nos particularismes sont bien présents.

Qu'est-ce qui empêche de forger aujourd'hui une identité européenne comme celle que Rome avait construite dans son Empire ?

Notre société manie les paradoxes : chacun exige d'avoir une identité individuelle forte alors que nous sommes pris dans une continuelle mondialisation. Autrefois l'individu était d'abord membre d'un groupe et la personne peu prise en compte. On existait parce qu'on faisait partie de sa paroisse, de son village, de la terre de son suzerain alors que nous sommes sommés de prendre en mains notre destin, sous le diktat du bonheur, sans tenir compte du poids du contexte.

Si les USA ont réussi à rassembler sur un même territoire des hommes de toutes origines dans une identité américaine qui les transcende, c'est parce que c'est un pays jeune, neuf. Notre histoire, notre patrimoine pèsent sur nous et l'intensité des relations ou conflits d'hier influence le présent.

Comment mobiliser les citoyens au projet "Europe" ?

D'abord la rendre plus motivante : il n'y a pas d'Europe sociale, les institutions sont incompréhensibles tellement elles sont compliquées et les politiques tirent la couverture à eux pour tout ce qui est bon pour mieux utiliser l'UE comme bouc émissaire pour ce qui va mal ou suppose des contraintes.

Pour les générations de 2014, la paix depuis 70 ans n'est pas un argument, c'est un donné indiscutable. Ce n'est pas comme pour ceux qui ont vécu la guerre ou dont les parents en ont été les témoins.

Il y a aussi beaucoup de clichés, de croyances basées sur des frustrations : la vie est chère, je boucle difficilement mes fins de mois, c'est la faute à l'euro ! Et les préjugés ne changent que quand les rapports sociaux changent...

Enfin on revient au paradoxe : chacun veut pour lui le maximum de prospérité mais en même temps il aspire à créer du lien social. Or dans le système actuel, ce qu'on donne à l'un, on l'enlève à l'autre, cf. la Grèce à nouveau, où nous n'intervenons pas collectivement pour soulager leurs difficultés.

Comment voyez-vous ou souhaitez-vous l'avenir de la jeunesse ?

Ceux que je reçois en premier Bac ont pour la plupart d'énormes lacunes en histoire. Nous avons d'ailleurs mis au point un cours de mise à niveau. Mais on n'est pas obligé de s'intéresser à l'histoire dans toutes les sections de Philosophie et Lettres ou de Droit !

Par contre, dans mes auditoires, je m'inquiète de la disparition de l'étudiant moyen : d'année en année, je vois des étudiants excellents, et d'autres très médiocres, pas du tout à leur place. C'est dû notamment à la doctrine stupide qui affirme que tout le monde doit réussir, que l'Université n'est que la prolongation normale du Secondaire alors qu'il y a clairement des jeunes pour lesquels la démarche intellectuelle approfondie n'est pas la bonne pour utiliser leurs compétences. La population gonfle et nous ne pouvons concrètement repérer chaque étudiant en difficulté et nous pencher sur lui. Dans la situation actuelle, aucune remédiation ne sera à la hauteur du nombre et des besoins. Or quand on a connu plusieurs échecs, on perd toute confiance en soi et ce discours égalitaire mensonger en devient destructeur.

Ce que je souhaite, c'est que les jeunes aient confiance en eux et en l'avenir, c'est par cette confiance qu'ils développeront leur pouvoir d'agir et leur créativité.

Merci Chère Madame van Ypersele !

✍ Thérèse Jamin

VOYAGES & EXCURSIONS

COGEVASION sprl
Rue du Verbois, 27/011
4000 Liège

Madame, Monsieur,
Chers amis voyageurs,

Contrairement à votre attente, sans doute, nous ne pouvons pas vous donner beaucoup de renseignements sur nos prochains voyages ! Non pas que l'équipe de Cogévasion ait profité plus que de raison de la douceur de ce « merveilleux » été, mais nous avons souhaité nous adjoindre d'autres partenaires pour vous proposer des circuits encore mieux étudiés. Mais il faut du temps pour que ces nouvelles collaborations se mettent en place et débouchent sur des réalisations concrètes.

Nous comptons donc vous proposer nos projets au fur et à mesure de leur finalisation et vous contacter si possible par mail. Merci à ceux dont nous ne connaissons pas l'adresse mail de nous la communiquer ; nous pourrions ainsi vous prévenir dès qu'un nouveau programme sera sur notre site.

Dès maintenant vous pouvez lire sur celui-ci notre premier circuit 2015 au **Sri Lanka**. Ce voyage se déroulera du 3 au 14 février 2015 et nous permettra de découvrir ce merveilleux pays qui a enfin retrouvé le calme après une longue guerre civile. La nature y est exubérante ; les sites comme le temple de la dent d'or de Kandy ou le rocher de Sigiriya pour ne citer que ces deux-là vous impressionneront ; la population y est aussi très attachante. Après le circuit, vous disposerez d'une journée et demie pour vous reposer et profiter de la plage et des vagues chaudes de l'océan Indien ! Tous les ingrédients sont donc réunis pour faire de ce voyage un séjour inoubliable et un temps lumineux alors que chez nous, ce sera l'hiver peut-être parsemé de coupures de courant !

Dans les prochains jours, vous trouverez aussi sur notre site un circuit en **Macédoine** qui se déroulera en septembre 2015. Ce petit pays méconnu s'ouvre aux touristes pour leur faire découvrir son héritage antique, byzantin et turc, orthodoxe et musulman et son atmosphère particulière. Mais sa nature montagneuse et ses lacs méritent tout autant d'être appréciés.

Dans nos cartons pour 2015 et 2016, d'autres voyages sont en train d'être peaufinés : la Sardaigne, la Campanie, Cuba, l'Ouzbékistan, la Norvège et le soleil de minuit et la liste n'est pas exhaustive ! Si vous avez d'autres envies de découverte, n'hésitez pas en nous en faire part : nous pourrions préparer ensemble ce circuit de vos rêves.

N'oubliez pas de nous communiquer votre adresse mail en nous envoyant un mail à info@cogevasion.be.

Nous vous souhaitons une belle découverte de notre site www.circuitsevasion.be et un automne radieux et espérons vous retrouver sur un de nos prochains voyages.
Bien cordialement.

✍ L'équipe de Cogévasion

Samedi rural

Notre excursion dans le Namurois, qui devait avoir lieu le samedi 20 septembre a été annulée : le petit nombre d'inscrits ainsi que l'indisponibilité momentanée de certains des lieux prévus nous ont amenés à cette décision.

Toutefois ce n'est que partie remise ; au printemps nous vous ferons de nouvelles propositions de découvertes "Culture, Nature".

✍ Benoit Guillaume, Thérèse Jamin, Florence Loriaux

Les Brèves - Pour prolonger la semaine de la mobilité et monter un projet soutenu par l'Union Européenne, voici « EMILE, LE SERPENT MOBILE »

« Vous souhaitez diminuer la présence des voitures aux abords de votre école ? Vous souhaitez motiver vos élèves à utiliser davantage les modes de transports actifs pour se rendre à l'école : marche, vélo, transports en commune, covoiturage ? ».

Vous souhaitez leur apprendre les comportements sécurisants sur le chemin de l'école ? Dans ce cas, la campagne « Emile le Serpent mobile » est faite pour votre école ! « Emile le serpent mobile » est un jeu gratuit, amusant et facile à mettre en place. Il a pour but d'encourager les enfants et leurs parents à réfléchir à leur mobilité et à mettre en place des alternatives durables. Les objectifs de cette campagne sont : d'augmenter la sécurité et la qualité de vie sur les chemins et aux abords de l'école; de promouvoir les modes actifs chez les enfants, parents et enseignants et d'en identifier les bienfaits en terme de qualité de vie, de bien-être, de santé, de développement social, d'environnement; d'encourager, sur le long terme, les comportements sécurisants en matière de mobilité. Durant deux semaines, les enseignants identifient, à main levée, les modes de transports utilisés par les élèves pour se rendre à l'école. Les élèves placent ensuite des gommettes sur la bannière « Emile le serpent mobile » chaque fois qu'ils se sont rendus à l'école à pied, à vélo, en transport en commun ou en covoiturage. L'objectif est de remplir la bannière au terme du jeu. La bannière est placée dans un endroit visible de l'école permettant à tous de suivre l'évolution des changements. Durant ces deux semaines, les élèves peuvent être encouragés à persévérer via des minutes de récréation supplémentaires, des après-midi sans devoir. L'école a aussi la possibilité d'organiser un moment festif une fois son objectif atteint. Parmi les écoles participantes, 10 écoles pourront bénéficier d'animations complémentaires et d'un accompagnement permettant à 10 classes d'approfondir la thématique de la mobilité et de devenir l' (les)

ambassadeur(s) de la campagne au sein de l'école. La sélection de ces 10 écoles se fera sur la base d'un dossier de candidature prochainement disponible. « Emile le serpent mobile » est un projet européen porté par l'asbl Empreintes avec le soutien de l'Union Européenne (Intelligent Energy Europe Programme) et du Service Public de Wallonie.

<http://www.empreintesasbl.be/activites/serpent-mobile/>

Paru le 9 septembre 2014 sur le site

http://enseignement.be/index.php?page=25703&ne_id=2018



ON A LU, VU & SÉLECTIONNÉ POUR VOUS

LIVRES

Ce mois-ci, je voudrais vous présenter deux petits livres de deux philosophes, académiciens de renoms et particulièrement médiatisés.

Le premier :

PETITE POUCKETTE de Michel Serres, éditions Le Pommier

Nos sociétés ont vécu deux révolutions : le passage de l'oral à l'écrit, ensuite de l'écrit à l'imprimerie.

Ces révolutions ont influencé nos façons de penser et ont induit des changements politiques, économiques et sociaux.

Pour Michel Serres, voici venue la troisième révolution : celle du numérique qui va transformer la vie des Petits Poucets - référence aux ados qui, des pouces, envoient avec dextérité multitudes de messages.

Elle va les libérer du fardeau et des contraintes du passé et créer une nouvelle société mondiale, démocratique, ouverte et innovante puisque le savoir est désormais accessible à tous, n'importe où, n'importe quand grâce au réseau.

Du coup, nos apprentissages sont obsolètes, inadaptés : pourquoi se casser la tête à mémoriser, apprendre, chercher, étudier puisque d'un seul clic les informations sont à notre disposition ?

Michel Serres irait presque jusqu'à supprimer école, professeurs, formateurs, passeurs de mémoire et de savoir-faire : Petite Poucette aura tout sur l'écran de son ordinateur.

Le philosophe fait sienne, à sa sauce, la phrase de Montaigne «Mieux vaut une tête bien faite qu'une tête bien pleine».

Pauvre Petite Poucette !

Aura-t-elle seulement encore une tête ?

L'optimisme et la confiance de Michel Serres vis à vis du numérique me laissent rêveuse. Sa naïveté aussi.

Confond-il information et savoir ?

Le savoir implique une démarche personnelle qui demande effort, recherche, mémorisation et apprentissage.

Ignore-t-il la puissance et l'influence des géants du numérique et leur marketing ?

Nie-t-il les dérives des réseaux sociaux dont l'actualité nous donne encore un triste exemple ?

Ne sait-il pas que tous n'auront pas les mêmes possibilités d'accès aux banques de données ?

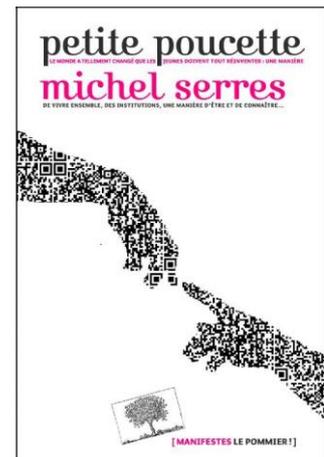
L'accélération de l'apparition de nouvelles technologies ne fait qu'accroître cette «fracture numérique».

Le réseau est un fabuleux outil de connaissances et d'ouverture, comme l'ont été l'écriture et l'imprimerie.

Comme pour tous les outils, il faut apprendre à s'en servir.

Et n'est-ce pas là, justement, un des rôles de l'école ?

Apprendre à Petite Poucette à réfléchir, distinguer le vrai du faux, développer son jugement et son esprit critique, apprendre à non plus subir, mais à être libre.



L'écriture de Michel Serres et son style quelque peu sophistiqué, à connotations savantes, ne m'ont guère emballée.

N'empêche, ce petit fascicule, rapidement lu, peut-être une excellente base d'échange et de réflexion sur la place du web dans notre société et surtout sur la façon de l'appréhender.

Le second :

COMME UN CHANT D'ESPÉRANCE

de Jean D'Ormesson, éditions de Noyelles

Jean d'Ormesson rêvait d'écrire un roman sur rien. Alors, il nous conte, d'un ton léger et dans une écriture, oh combien belle et enveloppante, l'histoire de l'univers issu du néant, de rien, de l'éternité à sa finitude qui est... le néant, rien, l'éternité.

Il y a 14 milliards d'années, d'un point plus petit qu'une tête d'épingle, mais bourré d'énergie et de densité, l'univers naquit du néant, de rien, de l'éternité.

Il a donc un commencement.

En même temps que naît l'univers, se forment l'espace et indissociable à lui, le temps. L'univers a donc une histoire.

Dans cet univers que l'on sait en expansion apparaissent les astres, le soleil, la lune, la terre, nous et notre histoire.....

Tout cela est-il le fruit du hasard ?

Peut-être.

Mais le hasard, s'il peut justifier les accidents de la matière, de la vie, de l'histoire ne suffit pas à rendre compte de l'espace, du temps et des lois rigoureuses de l'univers.

Alors, une hypothèse étrange et absurde met au cœur du big bang un mélange de tout, de rien et d'éternité que certains appellent Dieu.

Du coup, tout prend un sens.

Un sens inconnu de nous bien sûr.

L'univers a un commencement, une histoire.

Il a une finalité.

Ce qui ne veut pas dire une fin, mais un but.

Lequel ? On n'en sait rien.

À partir de là, Jean d'Ormesson développe ce qui dans l'univers, dans notre propre histoire, pourrait être les signes de l'existence de Dieu.

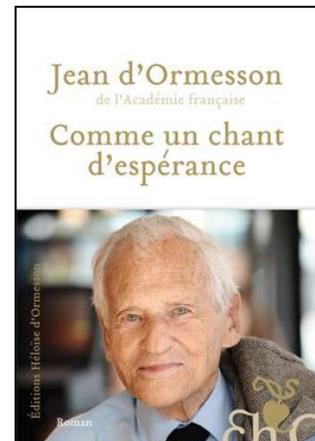
À la manière d'un détective, avec humour et légèreté, il tente de percer le mystère du rien et du tout.

Dieu existe-t-il ?

On n'en sait rien et on ne le saura probablement jamais.

Jean d'Ormesson nous renvoie simplement à nos propres questionnements en murmurant – peut-être- comme un chant d'espérance.

Qui sait.....



✍ M-C. Sour

Dans la lumière

de Barbara Kingsolver, éditions Rivages 2013

Dellarobia, épouse et mère de famille, n'en peut plus de s'éteindre lentement mais sûrement au coeur des Appalaches, enfermée dans une vie qu'elle n'a pas choisie et dont elle ne sait comment s'échapper. Sauf que cette fois, elle va franchir le pas, là-bas, dans la cabane de montagne, en se donnant à un jeune amant qui lui fera, enfin, se sentir vivre.

Pourtant si elle se réveille de cette torpeur paralysante, ce n'est pas grâce aux plaisirs de l'amour mais en route pour son rendez-vous, par la vision magique d'une forêt de feu, des millions de papillons orangés, accrochés aux arbres, en une multitude de grappes bruissantes. Ce sont les King Billies, les monarques qui, d'ordinaire, passent l'hiver au Mexique et que les changements climatiques ont, eux aussi, fait sortir du (droit) chemin.

A partir de là, tout bascule et dans un passionnant et incroyable mélange de genres, le lecteur est embarqué dans une histoire qui balaie large: l'amour maternel, le couple, les choix professionnels, l'environnement, les médias, sans oublier l'amitié, la religion, les relations familiales, la rumeur, la crédulité, ... j'en passe et de tout aussi intéressants.



Dellarobia n'est pas le premier personnage central féminin de B.Kingsolver. **L'arbre aux haricots** avait ainsi révélé Taylor Greer, jeune fille qui s'arrache, au volant d'une vieille Coccinelle, de son village pourri et de ses copines enceintes avant d'avoir leur bac.

Cette biologiste de formation, très attachée à l'écologie et à la justice sociale, est en fait une experte dans l'art de créer des héroïnes hors normes et terriblement attachantes. A ses femmes, issues généralement de milieux peu favorisés, la vie n'a guère fait de cadeaux. Elles sont intelligentes mais évoluent dans un contexte où on peut facilement imaginer qu'elles ne pourront jamais réussir quoi que ce soit. Pourtant, confrontées à une situation inédite, elles arrivent à mobiliser leur énergie, sous l'impulsion bienveillante d'une personne qui va les révéler à elles-mêmes. Cette fois, c'est le brillant Ovid Byron, professeur d'université, spécialiste mondial des monarques, qui vient installer son camping-car dans la cour de la bergerie familiale et l'invite à devenir laborantine d'occasion.

Son travail lui plaît, elle y devient efficace et cette confiance retrouvée lui ouvre d'autres portes, d'abord sur elle-même, puis sur son couple, la place de ses enfants, ses ambitions d'adolescente douée qu'elle n'a jamais pu réaliser, bref son droit à exister en tant que personne.

Impossible d'en dire plus sans se perdre dans les nombreuses ramifications du roman, une brique (560 pages) qui pourrait faire peur mais qui ne doit pas ! C'est au contraire un ouvrage drôle - les réflexions de jeune maman devant le comportement de Cordelia, 18 mois, sont réalistement hilarantes ! - et sérieux à la fois car on devine rapidement que tous ceux qui gravitent autour d'elle vont aussi être affectés par cette arrivée massive de papillons.

Enfin une chose est sûre: en refermant le livre, vous serez devenus incollables sur la vie des monarques, vous aurez envie d'aller voir sur le Net ce qu'il y a de vrai là-dedans et ainsi vous serez sensibilisés à une parcelle de nature qu'affectent dangereusement nos modes de vie gaspilleurs.

✍ Th. Jamin

EXPOSITIONS

LIEGE accueille jusqu'au 31 mai 2015 une exposition explorant deux aspects du conflit sur deux sites prestigieux.

A la gare des Guillemins « J'avais 20 ans en 14 » aborde la guerre dans son ensemble en évoquant à la fois les origines du conflit, le contexte géopolitique, les protagonistes, l'invasion, l'Yser et les tranchées, la médecine, les expressions artistiques ou encore les conséquences politiques, économiques et sociales. Le parcours est à la fois chronologique et thématique, la chronologie s'insérant dans une structure correspondant à différents angles ou points de vue tantôt Liégeois tantôt mondiaux.

Au musée de la Vie Wallonne, « Liège dans la tourmente » s'intéresse au rayonnement de la ville de Liège avant la guerre, à la bataille des forts du 4 au 16 août, aux violences contre les populations civiles ainsi qu'à la vie quotidienne dans la ville et la province avant et pendant le conflit.

Pour en savoir plus sur ces deux expositions :

www.liegeexpo14-18.be



BRUXELLES

Le Musée Royal de l'Armée et d'Histoire militaire abrite l'exposition d'envergure 14-18, « C'est notre histoire ! » qui, grâce aux très riches et uniques collections du musée, permet au public de comprendre toutes les facettes d'un conflit qui a laissé l'Europe entière affaiblie. L'histoire du conflit a été replacée dans un contexte large où une place est laissée à tous les acteurs de ce drame.

La guerre et la vie quotidienne en Belgique occupée constituent une part importante du parcours mais le public sera aussi amené à redécouvrir l'histoire de la mobilisation des Etats européens qui ont cherché à secourir la Belgique, devenue un enjeu central du conflit.

Au travers d'objets authentiques, de décors, de témoignages, d'installations multimédias, de films et d'espaces immersifs, il est donné à voir au visiteur à quel point le conflit a amorcé et, dans une large mesure, déterminé le cours du XXème siècle.

Toutes les informations à l'adresse : www.expo14-18.be

Toujours au musée de la ville, « 14-18 Bruxelles à l'heure allemande » évoque le quotidien difficile d'une ville pendant l'occupation : exploitation économique, chômage, réquisitions, pénurie alimentaire, organisation du ravitaillement et aide internationale, résistance, etc.

Si les nombreuses manifestations du mois d'août ont bien normalement mis l'accent sur l'invasion, les combats d'août 1914 et les violences à l'encontre des civils, il faut rappeler cette spécificité de l'expérience de guerre de la Belgique, seul pays sur le front occidental à être quasi totalement occupé.

Une (re)découverte du vécu des populations civiles qui se fait exploitant de nombreux documents : cartes postales, photos, tracts, objets, caricatures d'artistes bruxellois.

Pour en savoir plus : www.museedelavilledebruxelles.be/fr/musee/14-18/

Cette sélection nous a été aimablement transmise par la cellule *Démocratie ou Barbarie*, qui l'a publiée dans ses dossiers pédagogiques de septembre.

D'autres expositions et activités à découvrir aux quatre coins de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Consultez l'agenda et les programmes sur le site : www.commemorer14-18.be

L E NAUFRAGE DU TITANIC

On joue les prolongations jusqu'au 30 novembre 2014



Dès l'entrée, on plonge directement dans l'ambiance du Titanic, on nous donne un billet d'embarquement de l'insubmersible de la White Star Line avec le nom d'un passager (de 1^{er}, 2^{ème} ou 3^{ème} classe), ses coordonnées et les raisons de son voyage... On ne saura qu'à la fin de la visite si l'on fait partie des survivants...

Muni d'un audio-guide ou pas, car toutes les explications écrites au fur et à mesure sont claires et suffisantes, on s'enfonce dans l'histoire d'un monde de richesse où l'élite fortunée de la première classe payait son billet à 2.500 dollars, ce qui représenterait aujourd'hui plus de 42.000 euros. Le tarif des chambres les plus chères étaient de 80.000 euros. Pour la 3^{ème} classe, il fallait encore déboursier 40 dollars à l'époque, soit environ 900 dollars (700 euros) au cours actuel.

Dans la première pièce, on voit de grandes photos du paquebot, avec son origine, son financement, sa construction, des valises réelles et différents outils ayant permis à sa construction.

On passe ensuite dans le couloir des chambres des voyageurs de première classe, tapis rouge, lampes murales, où tout brille. Dans la salle à manger, les objets personnels des voyageurs, bijoux, argent de différents pays, parfum, vaisselle sont exposés. Ensuite la salle des machines et les explications de la fin du Titanic, dans la nuit du 14 au 15 Avril 1912 qui sombre après avoir heurté un iceberg au large de Terre-Neuve.

Un faux iceberg fait de glace que l'on peut toucher, montre à quel point il faisait très froid.

D'innombrables récits des survivants très poignants sont décrits tout au long de la visite.

Une reconstitution de l'épave située à 4000 mètres de profondeur la montre rongée par la rouille; sans doute aura-t-elle définitivement disparu dans quelques dizaines d'années.

On trouve également des projections de vidéos de la compagnie qui a effectué la conservation des objets ainsi que des écrans tactiles explicatifs, le tout accessible puisque les entrées des visiteurs sont réglementées par des tranches horaires.

Mon fils de 15 ans connaissait déjà beaucoup d'informations sur l'histoire du Titanic, il a trouvé dommage qu'il n'y ait pas plus de pièces et de simulations. Plus jeune, il était passionné par la construction et la grandeur du Titanic. Dommage qu'il n'ait pas pu voir l'exposition vers ses 10 ans !

La visite dure 2 heures, un peu court, mais on en garde un bon souvenir.

Site de l'expo : <http://www.expo-titanic.be/>

✍ Mylène Rebeschini